

Cote du document: IFAD12/2/INF.1/Rev.1
Date: 17 juillet 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Synthèse du président de la Consultation: Première réunion de la deuxième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

Note aux membres de la Consultation

Responsables:

Questions techniques:

Ronald Hartman

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

téléphone: +39 06 5459 2610

portable: +39 331 684 7665

courriel: r.hartman@ifad.org

Leon Williams

Responsable principal des partenariats, Reconstitution

téléphone: +39 06 5459 2809

portable: +39 366 783 5759

courriel: l.williams@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra

Cheffe

Gouvernance institutionnelle et relations avec les États membres

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: gb@ifad.org

Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA —
Deuxième session
Réunions virtuelles: 16-17 juin 2020

Pour: **Information**

Synthèse du président de la Consultation: Première réunion de la deuxième session de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), la direction et le personnel du Fonds se sont réunis à Rome les 16 et 17 juin 2020 dans le cadre de la première réunion de la deuxième session de la Consultation pour évoquer la question de la transition/du reclassement, les thématiques transversales de FIDA12 ainsi que les répercussions financières et tests de résistance liés à la COVID-19. Des représentants de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, de la Banque asiatique de développement et du Fonds vert pour le climat étaient présents en qualité d'observateurs.
2. Après les observations liminaires du président externe de la Consultation, Kyle Peters, le Président du FIDA a prononcé un discours d'ouverture au cours duquel il a souligné les graves répercussions de la COVID-19 sur la santé humaine, l'économie, la pauvreté et la sécurité alimentaire. Dans ce contexte, il a réitéré la nécessité pour le FIDA de doubler son impact d'ici à 2030 et celle de renforcer la résilience des populations rurales qui, en temps de crise, portent systématiquement une trop lourde part du fardeau.
3. Lors de la session, le représentant de l'Égypte a annoncé que son pays contribuerait à hauteur de 3 millions d'USD à FIDA12, soit autant que pour le cycle précédent, preuve de l'engagement infaillible de l'Égypte à l'égard du mandat du FIDA. Le président lui a signifié sa gratitude pour cette annonce anticipée, à plus forte raison au vu des difficultés de la conjoncture actuelle.
4. L'ordre du jour a été adopté sans modifications.

A. Transition/reclassement

5. La direction a présenté une proposition en faveur d'une procédure de transition/reclassement reposant sur quatre piliers. Cette proposition était le fruit d'une concertation menée entre les membres au cours des semaines précédentes, notamment à l'occasion de la réunion informelle du 11 mai 2020.
6. Les membres ont salué cette nouvelle proposition, en particulier l'adoption d'une approche consultative en matière de transition/reclassement, plus conforme aux pratiques observées dans les autres institutions financières internationales. Ils ont estimé qu'elle représentait une nette amélioration par rapport à la proposition initiale, et affirmé leur volonté de parvenir à un consensus à ce sujet.
7. Les membres ont reconnu qu'il était légitime pour le FIDA de concentrer ses ressources de base sur les pays à faible revenu (PFR) et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI). Les membres ont également convenu que le FIDA devait continuer à fournir un appui adapté aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), compte tenu de leur rôle important en ce qui concerne la gouvernance, la viabilité financière, les contributions à la reconstitution des ressources, l'échange de savoirs Sud-Sud et la coopération technique au sein du FIDA.
8. Des divergences ont été exprimées concernant la proposition d'allouer 100% des ressources de base aux PFR et aux PRITI, sans garantie qu'il y ait suffisamment de ressources empruntées pour allouer au moins 11% (et jusqu'à 20%) du programme de prêts et dons de FIDA12 à des PRITS. Certains membres ont fait valoir qu'aucune ressource de base ne devrait être allouée à des PRITS; d'autres étaient favorables à la proposition de la direction consistant à utiliser les ressources

de base dans l'éventualité où le niveau de ressources empruntées ne suffisait pas à atteindre le seuil de 11% de FIDA11. Il a été demandé d'analyser différentes options, afin de garantir un certain niveau de financement aux PRITS. Les membres ont fait remarquer que la capacité du FIDA à mobiliser suffisamment de ressources empruntées, et les conditions de financement y relatives, revêtaient une importance capitale s'agissant de parvenir à un consensus sur cette question, soulignant l'importance du Cadre d'emprunt intégré et de la procédure de notation de crédit pour FIDA12. La direction a répondu que les ressources empruntées suffiraient si celles-ci s'accompagnaient d'une solide reconstitution des ressources, d'une note de crédit positive et de l'approbation du Cadre d'emprunt intégré, mais que toutefois, le FIDA n'avait pas entièrement la main sur le calendrier de la procédure de notation de crédit. La direction a également fait observer qu'il y aurait plusieurs possibilités de discussion avec le Conseil d'administration au cours des prochains mois pour informer les membres quant à la situation et aux perspectives en matière d'emprunt.

9. S'agissant des conditions de financement, le principe de différenciation de la tarification pour les ressources empruntées supplémentaires a fait l'objet d'un consensus général, mais des éclaircissements ont été demandés concernant les modalités applicables aux PRITS, notamment concernant les prêts à plus courte échéance. La direction a indiqué que la notation de crédit, qui devrait s'achever avant le terme de la Consultation sur FIDA12, tirerait au clair les conditions de financement applicables aux PRITS.
10. Les membres ont globalement adhéré à la proposition d'utiliser les programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) comme instruments de concertation dans le cadre de la procédure de transition/reclassement. Ils se sont également montrés favorables dans l'ensemble à ce que des variables supplémentaires soient progressivement intégrées dans la procédure de transition/reclassement. Des suggestions ont également été faites pour utiliser des variables qui correspondent plus spécifiquement au mandat du FIDA. Néanmoins, des précisions supplémentaires ont été demandées concernant le calendrier de cette concertation. Les membres n'étaient pas unanimes quant au juste délai nécessaire pour examiner les COSOP des pays ayant atteint le seuil de revenu donnant lieu à une discussion en vue d'un éventuel reclassement: certains membres ont suggéré que ce délai pouvait être allongé, quand d'autres considéraient au contraire qu'il pouvait être réduit. Certains membres ont également estimé que des seuils et délais clairement définis concernant la procédure de reclassement devaient figurer dans les COSOP. D'autres ont souligné que la procédure et le calendrier proposés étaient adéquats, convenant que ceux-ci devaient être harmonisés avec les cycles de planification des pays. La direction a précisé qu'au FIDA, les COSOP s'étendaient habituellement sur une période de six ans, mais que cette période pouvait être revue à la hausse ou à la baisse pour cadrer avec le contexte des pays. Il a été indiqué que les COSOP comportaient déjà une stratégie de transition pour chaque pays et une annexe spécifique reflétant les scénarios de transition/reclassement, ainsi qu'un cadre de résultats examiné chaque année, et de manière plus formelle lors d'un examen à mi-parcours. Il a également été noté que la conduite d'examen par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA constituait une condition préalable à la préparation des COSOP.
11. Un consensus s'est dégagé quant à la nécessité de faciliter le recul (déclassement) des pays basculant à nouveau dans une catégorie de revenu inférieure. Néanmoins, des membres ont exprimé leur préoccupation quant à l'opportunité de mettre en place un "coussin de sécurité" pour les reculs, arguant que cette possibilité devait être envisagée avec prudence compte tenu des autres situations nécessitant un financement urgent de la part du FIDA.
12. Ensuite, le président a proposé de se concerter avec les Coordonnateurs de liste et d'autres délégués, en consultation avec la direction, pour convenir d'une marche à

suivre. Ceci permettrait à la direction d'apporter des modifications à l'additif pour favoriser l'obtention d'un consensus plus large sur la question.

B. Thématiques transversales de FIDA12

13. La direction du FIDA a présenté un document indiquant comment amplifier l'impact et renforcer la résilience dans FIDA12 grâce à la transversalisation. Le document proposait une approche visant à traiter les quatre thématiques transversales et à approfondir les efforts d'intégration, en préconisant une voie à suivre pour les thématiques supplémentaires suggérées que sont la biodiversité, les personnes handicapées et les peuples autochtones. Le document expliquait également en quoi la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST) pouvait contribuer à appuyer les thèmes transversaux, et de quelle manière il était possible d'améliorer la mesure des résultats du programme de transversalisation, spécifiant en outre l'approche à employer dans les situations de fragilité s'agissant des thèmes transversaux.
14. Un consensus s'est dégagé pour les quatre thématiques transversales que sont les changements climatiques, le genre, les jeunes et la nutrition, ainsi que pour la voie à suivre proposée concernant la biodiversité, les personnes handicapées et les peuples autochtones. Les membres ont également appelé à afficher davantage d'ambition, tout en tirant parti des leçons du passé.
15. De nombreux membres ont souligné combien il importait de continuer à mettre l'accent sur l'innovation et le renforcement des capacités à l'échelon régional et national, en particulier dans les contextes de pays difficiles. Ils ont également émis le souhait de mettre davantage l'accent sur la CSST pour appuyer les domaines transversaux en vue d'optimiser l'impact en matière de développement.
16. Les membres se sont félicités de l'accent accru placé par le FIDA sur les opérations menées dans les situations de fragilité, et ont demandé plus de précisions à ce sujet — en particulier sur le lien entre la fragilité et les thématiques transversales. Il a été noté que cet aspect serait approfondi dans le document relatif au modèle opérationnel et au cadre financier durant la session de juillet.
17. Les membres ont appelé à manifester davantage d'ambition concernant les cibles et la mesure des résultats et de l'impact des opérations du FIDA dans les quatre domaines transversaux. Ils ont également insisté sur la nécessité de maintenir la coordination avec les partenaires stratégiques afin d'optimiser l'impact. Certains membres ont souligné la nécessité de faire preuve de réalisme et de privilégier les résultats en fonction des capacités disponibles et des ressources financières attendues pour FIDA12. Les membres se sont réjouis de la proposition de la direction consistant à accroître l'action menée en faveur de la biodiversité dans le cadre du programme du FIDA relatif aux changements climatiques et à l'environnement, soulignant par ailleurs le rôle important des peuples autochtones à cet égard. Des précisions supplémentaires ont été demandées quant à la manière dont le FIDA comptait accroître ses efforts en faveur de la biodiversité, dans le cadre de la stratégie proposée. Certains membres ont appelé à ce que des engagements précis soient pris dans le domaine de la biodiversité, avec notamment une demande visant à rendre compte de l'empreinte carbone du FIDA. La direction a pris note de la demande formulée par plusieurs Membres, visant à ce que soient davantage mis en évidence les liens contextuels entre agriculture, climat, environnement, culture et traditions locales dans les projets du FIDA. Pour ce qui était de la terminologie, le FIDA suivrait la pratique du Comité de la sécurité alimentaire mondiale ou du G20.
18. Certains membres ont fait valoir que ce document aurait pu comporter de plus amples informations sur les actions concrètes menées dans chaque domaine, et aurait pu décrire la manière dont les activités menées en réponse à la COVID-19 pouvaient être reliées aux engagements pris en matière de transversalisation pour appuyer le rôle du FIDA s'agissant d'améliorer la résilience rurale et d'aider à "reconstruire en mieux". Certains membres ont également demandé des précisions

pour savoir comment le Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne et le Programme de participation du secteur privé au financement seraient intégrés aux différents thèmes et appuieraient le programme de prêts et dons à cet égard. Il était nécessaire de veiller à ce que les domaines transversaux soient étroitement liés au programme de prêts et dons et aux autres mécanismes.

19. En conclusion, le président a indiqué que la direction échangerait avec les membres autour de leurs suggestions, notamment concernant la nécessité d'expliquer comment le programme de transversalisation s'inscrivait globalement dans le cycle FIDA12, ainsi que ses liens avec les indicateurs et cibles du projet de cadre de gestion des résultats — qui sera intégré au document relatif au modèle opérationnel et au cadre financier dont il sera question en juillet. L'issue globale du débat sur les thématiques transversales figurera dans le projet de document relatif à la reconstitution des ressources, qui sera débattu au mois d'octobre.

C. COVID-19: répercussions financières et tests de résistance

20. La direction a présenté un aperçu des répercussions financières attendues de la COVID-19 ainsi que le résultat des tests de résistance particuliers, relatifs à l'emprunt, à l'encaissement des contributions, au surendettement et au remboursement des prêts.
21. Les membres ont salué ces informations et se sont réjouis de constater que la direction suivait la situation de près et qu'elle continuait de communiquer de manière ouverte et transparente avec ses emprunteurs et ses membres en ces temps incertains.
22. Les membres ont réaffirmé leur soutien concernant les récentes réformes de l'architecture financière, et exprimé leur préoccupation quant à la pression exercée par la présente conjoncture sur la situation financière du FIDA et au peu de marge actuellement disponible pour faire face aux chocs de liquidité. La direction a fait observer dans sa présentation que la situation actuelle pouvait porter préjudice au programme de prêts et dons associé aux scénarios de reconstitution de FIDA12. Plusieurs membres se sont demandé si les hypothèses sur lesquelles reposaient les tests de résistance financiers n'étaient pas trop optimistes, notamment celles concernant les prêts improductifs. D'autres scénarios ont été demandés concernant l'impact du programme d'emprunt proposé par le FIDA. De nombreux membres ont fait valoir que les conditions financières actuelles nécessitaient une reconstitution ambitieuse soutenue par un accès garanti à l'emprunt, en vue d'assurer la viabilité financière à long terme du FIDA et de maintenir sa capacité à aider les pays les plus pauvres par le biais du Cadre pour la soutenabilité de la dette. Même s'ils n'étaient pas totalement sous le contrôle de la direction, il était peu probable que les scénarios présentés se concrétisent pleinement; néanmoins, une certaine combinaison de scénarios pourrait se concrétiser — cela ferait l'objet d'un suivi étroit pendant les consultations.
23. Globalement, il a été souligné que les débats du mois de juillet sur les scénarios financiers de FIDA12 devraient prendre en considération ces aspects liés à la viabilité financière, et garantir que les moyens financiers prévus soient à la hauteur des ambitions sur le plan opérationnel.

D. Déclarations finales

24. Le président de la Consultation a fait la synthèse des principaux points abordés lors du débat et évoqué les prochaines étapes, notamment les points à l'ordre du jour de la réunion de juillet. Il a ensuite remercié tous les États membres, les interprètes ainsi que le personnel et la direction du FIDA pour avoir contribué à la réussite de cette première réunion de la deuxième session. Le président a fait savoir que, compte tenu du peu de temps restant, il partagerait ses observations finales par écrit avec les membres. Il a remercié tous les participants pour leur participation riche et constructive au dialogue [[lien](#)].